

Rapport d'Orientation Budgétaire 2018

Préambule

Le débat d'orientation budgétaire a vocation à éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution financière de la commune.

- Il est régi par l'article L 2312-1 du Code des collectivités territoriales:

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Situation internationale

- Une conjoncture économique mondiale qui s'améliore et se renforce
- Une reprise de croissance dans les pays émergents
- Une bonne santé de l'économie chinoise
- Une accélération de l'activité économique aux Etats-Unis et au Japon
- Seul le Royaume-Uni connaît une croissance faible liée à la dépréciation de la livre et une perte de pouvoir d'achat à la suite du Brexit
- Les incertitudes qui avaient marqué le début de l'année 2017 paraissent aujourd'hui s'estomper.

Zone euro

- La croissance en zone euro se consolide avec une prévision pour 2017 de 2,2% après 1,8% en 2016
- Elle est portée par des facteurs domestiques : bonne dynamique du marché du travail, consommation des ménages et cycle d'investissement des entreprises.
- Seules des réformes structurelles et des mesures stimulant l'investissement productif enrichiraient la croissance à long terme.
- Les risques politiques ne sauraient être négligés après la crise catalane loin d'être réglée, le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne et ses répercussions éventuelles.
- Une inflation qui poursuit une remontée progressive et devrait atteindre 1,5% en moyenne en 2017 et 1,4% en 2018. Elle devrait peser sur le pouvoir d'achat des ménages, même si elle reste à un niveau faible.

Situation en France

- La croissance en France bénéficie du contexte de la zone euro et de la conjoncture internationale ainsi que des éléments nationaux.
- L'INSEE table sur une croissance en 2017 de 1,8% qui constituerait la meilleure performance depuis 2011.
- Le déficit public pourrait être ramené sous les 3% du PIB dès 2017
- Les faiblesses demeurent :
 - le large déficit du commerce extérieur
 - une production nationale insuffisante ce qui empêche la France d'optimiser sa situation et la pénalise au niveau du chômage.

Le secteur public communal

- Sur le secteur communal, les dépenses de fonctionnement ont baissé en 2016 de 0,2%. On constate une décroissance constante depuis 2013
 - 2013 : + 3,4 %
 - 2014 : + 2,1%
 - 2015 : + 1,7 %
- En 2016, une plus faible progression des charges de personnel limitée à + 0,9% alors que l'augmentation du point d'indice et la mise en place du PPCR (Parcours professionnel des carrières et rémunérations) ont produit leurs premiers effets. (1,9% en 2015 et 4,4% en 2014).
- Des recettes de fonctionnement qui diminuent légèrement pour la 1ère année: - 0,5%
- Les dépenses d'investissement continuent de reculer : - 0,6% en 2016 après 1,3% en 2015 et - 10% en 2014.
- Le taux d'endettement du bloc communal augmente de 1,3%.

Loi de finances 2018

- 3 objectifs principaux sont fixés à l'horizon 2022:
 - une baisse de plus de 3 points du PIB de la dépense publique
 - une diminution d'1 point des prélèvements obligatoires.
 - une diminution de 5 points de PIB du déficit public

- Cet effort se traduit pour les collectivités territoriales par la réalisation de 13 mds € d'économies sur les dépenses de fonctionnement. Il ne concerne cependant que les 319 plus grandes collectivités et devrait se faire par voie de contractualisation.

- L'endettement est aussi placé sous surveillance avec un suivi spécifique des ratios d'endettement pour les collectivités de plus de 10 000 habitants.

➤ **La dotation globale de fonctionnement**

Maintien du niveau de la DGF à destination du bloc communal à son niveau de 2017, mais mécanisme de correction des concours financiers de l'Etat ou des ressources fiscales si les objectifs ne sont pas atteints.

➤ **Taxes locales et réforme de la taxe d'habitation**

La loi de finances reprend la promesse d'exonérer 80% des ménages du paiement de la taxe d'habitation sous la forme d'un dégrèvement. Cette réforme sera mise en place progressivement jusqu'en 2020.

Il est spécifié que ces dégrèvements seront intégralement compensés sur les bases de 2017.

Des incertitudes demeurent sur l'application de ce mécanisme: comment sera pris en compte la réévaluation annuelle des bases ainsi que l'augmentation du nombre de logements dans une commune?

L'actualisation des bases d'imposition n'est plus fixée chaque année par la loi de finances, mais elle est désormais forfaitaire sur le base des taux d'inflation enregistrés

➤ **La Dotation de soutien à l'investissement (DSIL)**

La DSIL créée en 2016 est pérennisée. L'enveloppe globale est identique à celle de 2017, soit 665 m€ qui se répartit en 2 volets :

- financement des grandes priorités d'investissement (transition énergétique, logement, mobilité, environnement et accessibilité)
- maîtrise des dépenses de fonctionnement dans le cadre d'un projet de modernisation.

➤ **Le système de péréquation**

Le FPIC reste plafonné à 1 md € ce qui devrait laisser le prélèvement pour la commune au même niveau qu'en 2017, soit 22 000 €.

➤ **Perspectives au niveau des ressources humaines**

Le point d'indice qui a été revalorisé de 1,2% en 2016 et 2017 restera au même niveau en 2018 et le jour de carence en cas d'absence d'un agent public est rétabli

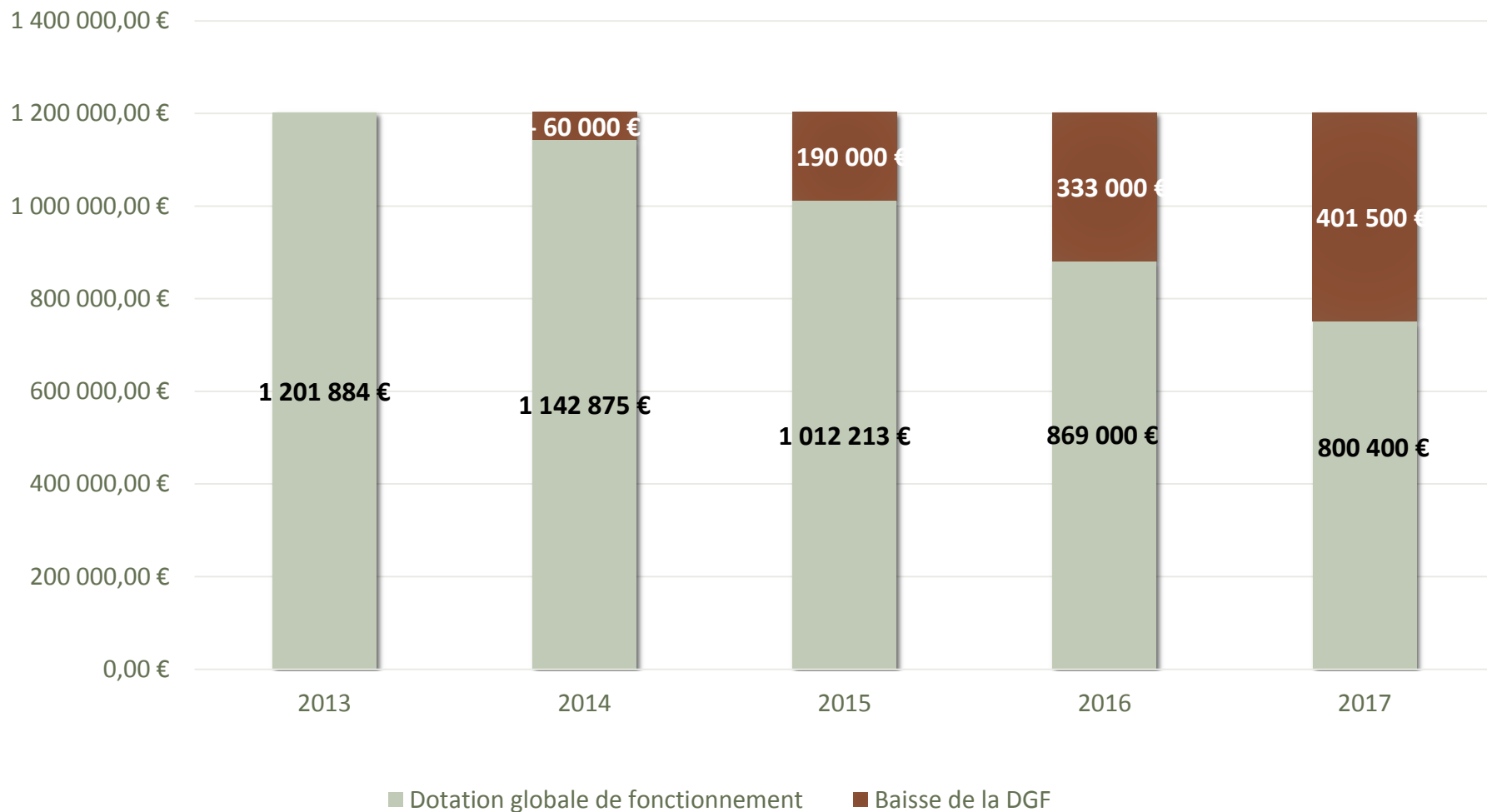
Le gouvernement a annoncé le report d'un an des mesures du PPCR (parcours professionnels des carrières et rémunérations) qui devaient entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2018. Ce plan prévoit une refonte des grilles de carrière et des revalorisations indiciaires.

L'augmentation de la CSG pour les fonctionnaires doit être compensée à l'euro près par la suppression de la cotisation solidarité et une baisse des cotisations maladie.

Situation de Trévoux fin 2017

- En fonctionnement, les données financières de 2017 subissent en dépenses et en recettes l'incidence de 2 sinistres importants.
- La maîtrise des dépenses de fonctionnement se traduit par une capacité d'autofinancement toujours élevée.
- Pour la 1ère fois en 2017, on a enregistré une contribution au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) pour un montant de 22 000 €.
- Une situation financière assainie avec des recettes qui se maintiennent à un bon niveau malgré la baisse continue depuis 4 ans de la dotation globale de fonctionnement grâce au dynamisme de la taxe foncière liée à la réalisation de nouveaux logements sur la commune.
- Un encours de dette qui est en baisse continue depuis 2014 avec un remboursement d'emprunt anticipé de 350 000 €. Il atteint son plus bas niveau depuis 2002.

Baisse de la DGF



Perte cumulée de 2013 à 2017 : 984 500 €

Au total en 2017, 2 800 000 € ont été réalisés ou engagés. Principaux postes

- l'achèvement de l'espace muséographique et son ouverture au public (253 K€)
- l'aménagement du parking du bas-port (340 K€)
- la réfection de voiries (rue Saint-Sorlin) et de trottoirs (710 K€)
- travaux et matériel pour les écoles (110 K€)
- l'entretien des bâtiments communaux (notamment la salle Paul Desplaces) (90 K€)
- équipements sportifs de la commune (vestiaires à Chamalan) (22 K€)
- la sécurité des biens et des personnes avec la poursuite du programme de vidéoprotection(109 K€)
- PLU (124 K€)
- matériels (95K€)

- au montant estimé des dépenses d'investissement doivent être ajoutées les opérations engagées qui se poursuivront en 2018, en particulier l'aménagement de la rue Montsec et l'extension du parking des Tours (320 K€)

Principaux faits marquants en 2017

- Une attribution de taxe d'aménagement d'un montant de 337 000 €, soit plus du double du montant inscrit au budget ce qui fait plus que compenser le déficit enregistré en 2016.
- Des subventions non inscrites au budget ont été obtenues du FIPHP pour l'accessibilité de la mairie et l'acquisition d'un désherbeur thermique notamment.

Les enjeux pour 2018

- Les collectivités territoriales doivent préparer leur budget dans un environnement contraint avec les incertitudes liées à la réforme de la taxe d'habitation et de l'évolution des dotations de l'Etat. Des répercussions sont également à craindre sur des subventions à obtenir auprès de certains organismes eux-mêmes touchés par des baisses de financement.
- Si une compensation paraît acquise sur la taxe d'habitation, elle sera faite sur les bases de 2017 et aucune indication n'est donnée sur les constructions achevées en 2017 et les années suivantes.
- Le projet de budget 2018 est construit sur les prévisions de recettes et de dépenses connues à la date de l'élaboration de ce document selon le schéma présenté sur le tableau précédent et selon les principes suivants:

Les enjeux pour 2018

- Une annuité de la dette qui baissera encore en 2018 mais qui sera impactée à terme par l'emprunt nécessaire à la réalisation du nouveau groupe scolaire.
- Une maîtrise des dépenses de fonctionnement à poursuivre grâce à une gestion rigoureuse.
- Le maintien des engagements de ne pas augmenter les taux d'imposition.
- La volonté de conserver un soutien actif aux associations et de renforcer l'attractivité touristique de la ville.
- De nouveaux transferts de charges qui pèsent sur les services municipaux avec le traitement des PACS introduits fin 2017.
- La fin des contrats aidés qui pèsera en 2018 afin de conserver le potentiel indispensable au fonctionnement des services.

Les orientations budgétaires 2018 : Les recettes de fonctionnement

- Un taux de 1% a été appliqué en 2018 et 2% les années suivantes sur les recettes fiscales et taxes qui correspond à la réévaluation attendue des bases et la livraison de nouveaux logements.
- Les dotations et subventions ont été conservées au même niveau, la probabilité d'une réévaluation restant faible.
- Le montant définitif de ces deux chapitres est cependant amené à bouger en fonction de l'application de la réforme de la taxe d'habitation et du montant des dégrèvements qui feront l'objet d'un remboursement.
- Un taux de 2% est également appliqué sur le montant des produits des services et des autres produits de gestion.

Les orientations budgétaires 2018 : Les dépenses de fonctionnement

- L'évaluation des charges à caractère général tient compte des dépenses exceptionnelles liées aux deux sinistres enregistrés en 2017.
Réévaluation de 0,5% pour les hausses prévisibles de l'énergie et des carburants.

- Les charges de personnel : +1,5%
 - avancements de grades et d'échelon
 - effet des mesures déjà intervenues au titre du PPCR.

- Elles prennent en compte également le recrutement
 - d'un nouveau chef de police, en remplacement d'un ASVP
 - de 2 agents (de contrats aidés à contrat de droit commun)
 - d'un ASVP si son recrutement s'avère nécessaire pour faire face aux tâches nouvelles liées à la mise en place du stationnement payant; ce dernier poste sera compensé par des recettes nouvelles.

Les dépenses d'investissement en 2018

- L'aménagement du territoire est le point central de nos préoccupations.
- La révision du PLU devrait arriver à son terme en fin d'année et encadrer son développement pour les années qui viennent.
- 2018 verra la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Orfèvres avec les démolitions programmées dès le début de l'année et les premières constructions débuter.
- 2018 sera également l'année du lancement du futur groupe scolaire qui trouvera naturellement sa place dans cet aménagement. Afin de faire face à cette phase d'études et de finalisation des documents d'urbanisme, un emprunt de 800 000 euros sera prévu au budget et un autre de 160 000 € pour couvrir la TVA qui sera récupérée l'an prochain.

Budget fonctionnement : évolution 2014 2018

| | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 provisoire | Avant projet Budget 2018 |
|--|------------------|------------------|------------------|--------------------|--------------------------|
| Dépenses courantes de fonctionnement | 5 335 830 | 4 673 000 | 4 726 200 | 4 877 500 | 4 916 800 |
| Chapitre 011 Charges à caractère général | 1 544 759 | 1 442 000 | 1 287 000 | 1 634 000 | 1 534 000 |
| Chapitre 012 Charges de personnel | 2 419 989 | 2 334 000 | 2 371 000 | 2 431 000 | 2 535 000 |
| Chapitre 65 Autres charges de gestion courante | 1 368 082 | 897 000 | 1 061 200 | 790 500 | 825 000 |
| FPIC | | | | 22 000 | 22 800 |
| Recettes courantes de fonctionnement | 6 720 768 | 6 132 000 | 6 593 500 | 6 300 000 | 6 295 000 |
| Chapitre 013 Atténuation de charges | 41 698 | 12 000 | 4 500 | 5 000 | 5 000 |
| Chapitre 70 Produits des services | 345 235 | 357 000 | 388 000 | 323 000 | 359 000 |
| Chapitre 73 Impôts et taxes | 4 466 011 | 4 088 000 | 4 637 000 | 4 448 000 | 4 507 000 |
| Chapitre 74 Dotations, subventions | 1 613 962 | 1 412 000 | 1 281 000 | 1 142 000 | 1 142 000 |
| Chapitre 75 Autres produits de gestion courant | 253 860 | 263 000 | 283 000 | 274 000 | 282 000 |
| Chapitre 77 Produits exceptionnels | | | | 108 000 | |
| Excédent brut de gestion | 1 384 938 | 1 459 000 | 1 867 300 | 1 422 500 | 1 378 200 |
| Chapitre 66 Charges financières | 224 513 | 198 412 | 180 500 | 158 000 | 148 000 |
| CAF brute hors exceptionnel | 1 160 425 | 1 260 588 | 1 322 700 | 1 264 500 | 1 230 200 |
| Remboursement du capital | 642 030 | 614 481 | 567 500 | 544 500 | 517 000 |
| CAF nette hors exceptionnel | 518 395 | 646 107 | 755 200 | 720 000 | 713 200 |
| Taux de CAF disponible | 7,71% | 10,53% | 12,14 % | 11,42 % | 11,32 % |

Orientations budgétaires : Recettes de fonctionnement

| RECETTES | BP 2017 | DM 2017 | CREDITS 2017 | Réalisé 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|------------------------------------|------------------|----------------|------------------|---------------------|------------------|------------------|------------------|
| Excédent Ant. reporté | 1 525 944,89 | | 1 525 944,89 | 1 525 944,89 | | | |
| Atténuation charges | 5 000,11 | | 5 000,11 | 4 459,01 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| Produits des services | 363 000 | | 363 000 | 359 076,47 | 359 000 | 362 600 | 366 000 |
| | | | | | | | |
| Impôts et taxes | 4 294 000 | | 4 294 000 | 4 448 696,86 | 4 507 000 | 4 597 000 | 4 689 000 |
| Dotations et Subventions | 1 096 000 | | 1 096 000 | 1 152 266,28 | 1 142 000 | 1 142 000 | 1 142 000 |
| Autres produits de gestion | 282 000 | | 282 000 | 285 075,36 | 282 000 | 282 000 | 282 000 |
| | | | | | | | |
| Cessions | | | | 219 154,29 | | | |
| Particip bget DEV + LOISIRS | 200 000 | | 200 000 | 170 000,00 | | | |
| Produits exceptionnels (sinistres) | | 107 875 | 107 875 | 155 274,80 | | | |
| TOTAL | 7 765 945 | 107 875 | 7 873 820 | 8 319 947,96 | 6 295 000 | 6 388 600 | 6 484 000 |

Orientations budgétaires : Dépenses de fonctionnement

| DEPENSES | BP 2017 | DM 2017 | CREDITS 2017 | Réalisé 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|------------------|----------------|------------------|---------------------|------------------|------------------|------------------|
| Charges à caractère général | 1 530 000 | 104 000 | 1 634 000 | 1 592 318,94 | 1 534 000 | 1 549 300 | 1 564 800 |
| Charges personnel | 2 440 000 | | 2 440 000 | 2 435 387,30 | 2 535 000 | 2 573 000 | 2 612 000 |
| Dépenses imprévues | 80 000 | -30 683 | 49 317 | | | | |
| Autres charges de gestion | 837 000 | 7 650 | 844 650 | 798 465,28 | 825 000 | 806 000 | 814 000 |
| Atténuation de produits (FPIC) | | 23 033 | 23 033 | 23 033,00 | 22 800 | 22 800 | 22 800 |
| Charges financières | 164 000 | | 164 000 | 157 475,50 | 147 600 | 132 000 | 115 800 |
| Ch. Fin. Ligne trésorerie | 2 000 | | 2 000 | 1 213,35 | 6 000 | 6 000 | 6 000 |
| Intérêts interc emprunt gpe scolaire | | | | | 8 000 | 43 500 | 105 500 |
| Intérêts interc in fine prêt FCTVA / GS | | | | | | 3 200 | 12 000 |
| Charges except. Particip bget GRF | 258 500 | | 258 500 | 258 000,00 | | | |
| Dotations aux amortissements | 390 000 | | 390 000 | 369 375,11 | 400 000 | 420 000 | 440 000 |
| TOTAL | 5 701 500 | 104 000 | 5 805 500 | 5 635 268,48 | 5 478 400 | 5 555 800 | 5 692 900 |
| DISPONIBLE | 2 064 445 | | | | 816 600 | 832 800 | 791 100 |

Orientations budgétaires : investissements

| RECETTES | BP 2017 | DM 2017 | CREDITS 2017 | Réalisé 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|-------------------------------|----------------|---------------|----------------|---------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dispo du fonctionnement | | | | | 816 600 | 832 800 | 791 100 |
| Amortissements | 390 000 | | 390 000 | 369 375,11 | 400 000 | 420 000 | 440 000 |
| SOUS TOTAL | 390 000 | | 390 000 | 369 375,11 | 1 216 600 | 1 252 800 | 1 231 100 |
| Emprunt groupe scolaire | | | | | 800 000 | 2 750 000 | 3 450 000 |
| Emprunt FCTVA groupe scolaire | | | | | 160 000 | 600 000 | 800 000 |
| FCTVA groupe scolaire | | | | | | 160 000 | 600 000 |
| Subventions groupe scolaire | | | | | | 250 000 | 550 000 |
| FCTVA | 280 000 | 7 725 | 287 725 | 329 700,00 | 270 000 | 280 000 | 200 000 |
| Taxe d'aménagement | 150 000 | 9 100 | 159 100 | 337 592,48 | 150 000 | 150 000 | 150 000 |
| TOTAL | 820 000 | 16 825 | 836 825 | 1 036 667,59 | 2 596 600 | 5 442 800 | 6 981 100 |

| DEPENSES | BP 2017 | DM 2017 | CREDITS 2017 | Réalisé 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|------------------------------------|----------------|----------|----------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|
| Capital des Emprunts Ville | 549 500 | | 549 500 | 544 241,29 | 517 800 | 533 800 | 523 900 |
| | | | | | | | |
| Travaux groupe scolaire | | | | | 960 000 | 3 600 000 | 4 800 000 |
| | | | | | | | |
| Rbst emprunt FCTVA groupe scolaire | | | | | | 160 000 | 600 000 |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| TOTAL | 549 500 | 0 | 549 500 | 544 241,29 | 1 477 800 | 4 293 800 | 5 923 900 |
| DISPONIBLE | 270 500 | | | | 1 118 800 | 1 149 000 | 1 057 200 |

Autres investissements

Outre la ZAC et le Groupe scolaire, le montant des investissements nouveaux prévus au budget 2018 s'élève à 1 660 000 € environ. Les principaux postes sont les suivants

| Nature | Montant |
|--|-----------|
| Ecoles : travaux et matériels | 100 000 € |
| Bâtiments publics : place des Pompes, Espace du Clos, Panorama de L'Orme, Etc... | 300 000 € |
| Voiries et réseaux : Rue du Bois, trottoirs, rue Saint Sorlin | 400 000 € |
| Equipements touristiques : Bas port | 260 000 € |
| Equipements sportifs (dont piscine 170 000 €) | 220 000 € |
| Matériels et véhicules | 140 000 € |
| Accessibilité (programme Adap) | 57 000 € |
| Urbanisme : plan commerce, aides patrimoine | 170 000 € |
| Sécurité | 16 000 € |

Budget GRF

- La structure du budget GRF a été modifiée avec la reprise par l'aménageur de tous les biens communaux qui se trouvaient dans la ZAC et qui étaient loués.
- Un déséquilibre de fonctionnement devrait donc apparaître du fait de la baisse des produits.
- Les gros investissements qui vont se réaliser dans les années à venir vont nécessiter de poursuivre une politique de cessions de biens dans des secteurs qui ne sont stratégiques.

Budget Loisirs et Tourisme

Budget Développement

➤ Budget Loisirs et Tourisme

- en 2017, mise en place de la délégation de service public pour l'exploitation du site des Cascades par l'UCPA
- Des dépenses surtout d'investissement ont été engagées pour des travaux de remise en état avant transfert de cet équipement.
- Pour les années à venir, seules les redevances des DSP du camping et des cascades devraient être enregistrées en fonctionnement et peu de dépenses.
- Une réserve devrait être conservée en investissement pour faire face à des aléas éventuels.

➤ Budget Développement

- Ce budget demeure excédentaire en fonction de sa structure. Il enregistre en recette les loyers perçus sur les locaux professionnels et les dépenses d'entretien et de maintenance.
- En 2017, gros investissements réalisés pour l'implantation des jardins partagés sur le secteur de Grandchamp.
- Pour les années à venir, l'aménagement du secteur Grandchamp doit être poursuivi.

Stock de dette au 1/01/2018

| STOCK DE DETTE ESTIMÉ TOUS BUDGETS | | | | | |
|---|---|---|---|---|--|
| TYPE DE BUDGET | Capital restant dû au 01/01/2015 | Capital restant dû au 01/01/2016 | Capital restant dû au 01/01/2017 | Capital restant dû au 01/01/2018 | Annuités des emprunts (capital et intérêts) |
| VILLE | 6 787 429 | 6 269 000 | 5 692 000 | 5 149 000 | 664 000 |
| Gendarmerie et Réserves Foncières | 1 981 440 | 1 722 000 | 1 471 000 | 1 272 000 | 209 000 |
| DEVELOPPEMENT | 649 549 | 601 000 | 546 000 | 184 000 | 20 000 |
| TOUS BUDGETS | 9 418 418 | 8 592 000 | 7 709 000 | 6 605 000 | 894 000 |